

L'intervention
sociale :
mutations
et perspectives

} vendredi
6 Déc.
2013
ROUEN

Dans l'hémicycle
du Département
de Seine-Maritime

9:00 > 17:30



Journée organisée par
le Pôle Ressource
« Recherche-Formation »
de l'intervention sociale
en Haute-Normandie

PRIS

Crise et transformations des politiques sociales en Italie. Aspects et théories généraux

Emanuela Chiodo

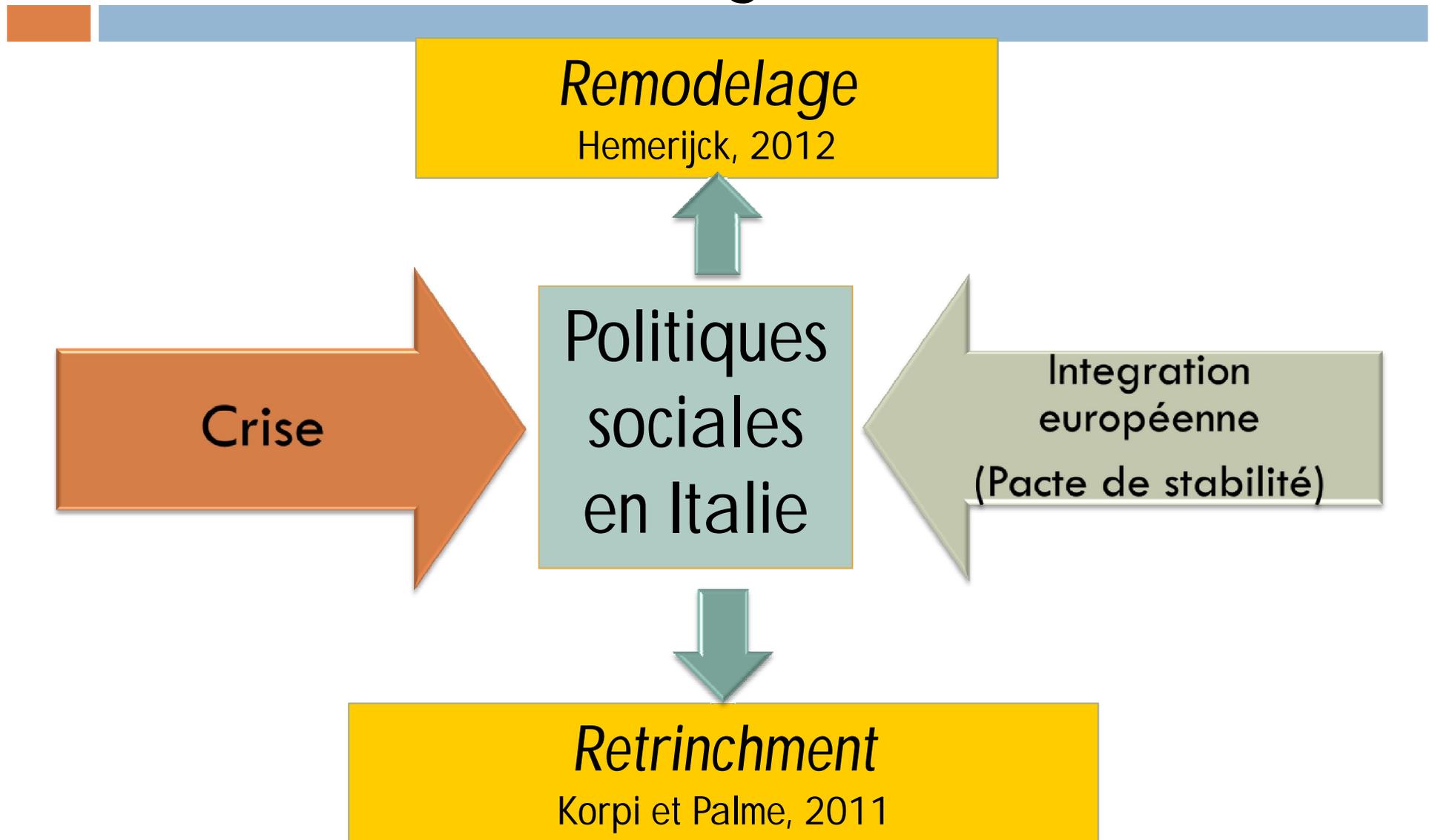
Dipartimento di Scienze politiche e sociali

emanuela.chiodo@unical.it

UNIVERSITA'
DELLA CALABRIA



Le welfare italien entre persistance et changements



Le welfare italien entre persistance et changements

Quel est le chemin suivi par l'Italie dans le scénario actuel de transformation/fragmentation des modèles de Etat-providence européens?

La réponse se trouve évidemment dans la manière dont les caractères du welfare italien et le modèle socio-économique à long terme dans le pays se mêlent sous l'influence des deux principaux acteurs en jeu: la crise et l'intégration européenne

En accord avec l'hypothèse de (Hausermann et al. 2013), la crise et les mesures d'austérité ont radicalisé les tendances en cours (la distance, la séparation mais aussi le conflit entre groupes sociaux, générations et territoires).

Le welfare italien entre persistance et changements

- Le dualisme distributif dans le cas italien se démarque avec l'importante intensité de la polarisation entre insiders et outsiders entre générations et entre genres dans la même génération, un aspect qui n'est pas nouveau mais qui est en train de se radicaliser
- Le fort dualisme territorial: il n'est pas possible de parler d'un Etat Providence italien, mais de nombreux modèles de welfare régional et de citoyenneté sociale régionale très inégaux
- Le chômage important chez les jeunes ainsi que la précarité du travail et l'intense «immobilité sociale» qui distingue le pays.
- Mobilité intergénérationnelle est la moins importante. Les analystes parlent de « déclin générationnel » (Schizzerotto 2011).
- La prédominance des subventions économiques liées à la situation professionnelle et au statut du travail, par rapport à la carence de services de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, universalistes et promotionnels.
- La faible capacité de péréquation des impôts et des prestations et un contexte d'inefficacité de l'administration publique, de taux élevés d'évasion fiscale et d'économie souterraine (Ferrera 2012; Ascoli 2011; Pavolini 2013)

Le welfare italien entre persistance et changements

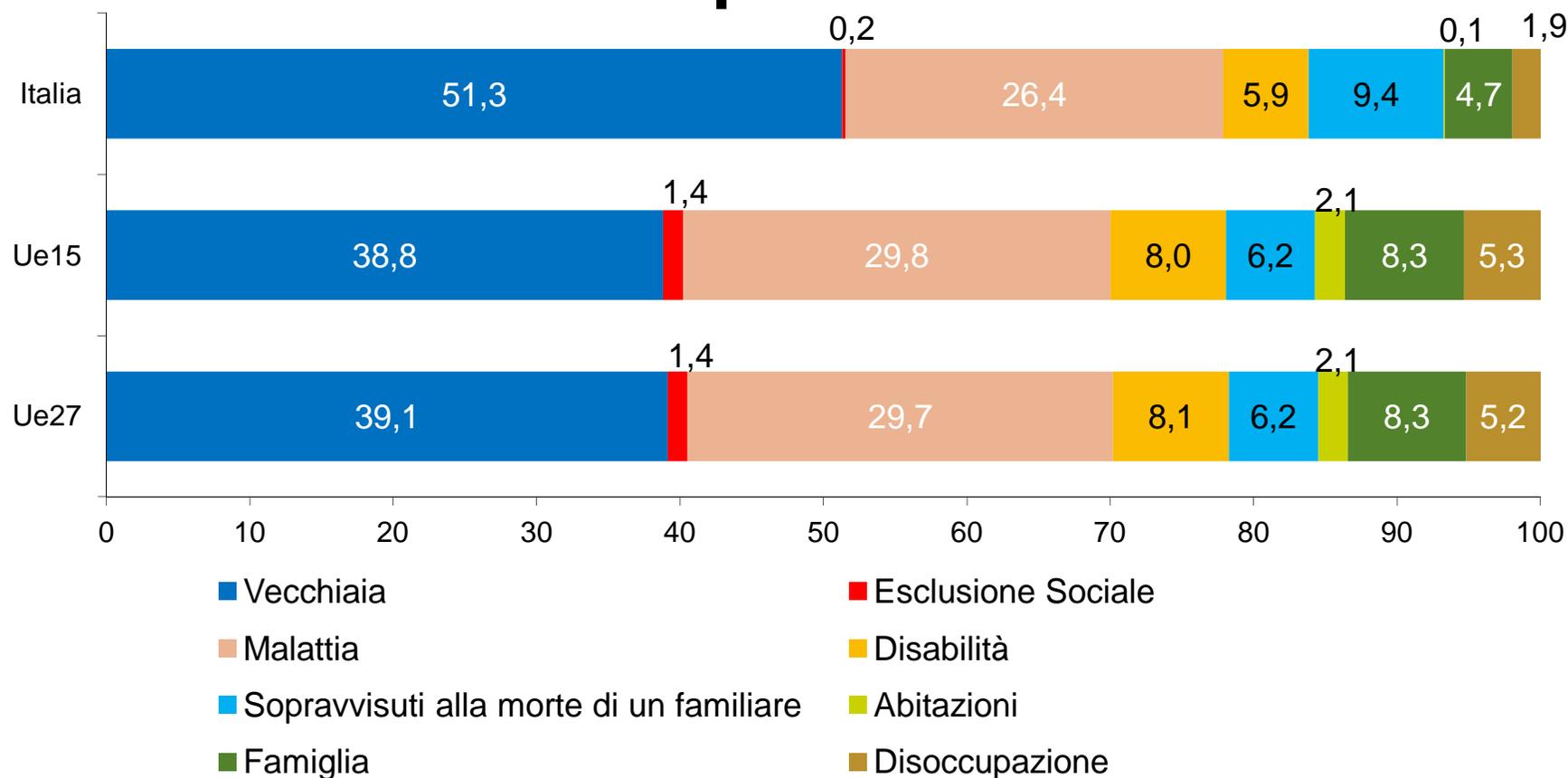
- La faiblesse du financement des politiques d'aide sociale dans le cadre des mesures d'intervention
- La prévalence (parmi les mesures d'aide sociale) des prestations monétaires (90%) (means tested et insuffisantes) alors que 10% sont destinées à des services d'accompagnement et de domiciliarité.
- La familialisation et la «subsidiarisation passive» (c'est-à-dire la délégation à la famille des soins à la personne et absence parallèle de soutien à travers financement et services alors que les besoins augmentent).
- Le soin à la personne est une affaire privée. Les familles font face à leurs besoins uniquement à partir de leurs propres ressources de solidarité interne ou, si cela devient impossible, en recourant à un marché payant de l'assistance privée

Le welfare italien entre persistance et changements

- Le travail social ressent ce contexte résiduel et déchiqueté de l'assistance sociale. Aux différents modèles régionaux d'aide sociale correspondent des traditions administratives, des pratiques et des cultures d'intervention très différentes.
- L'assistance sociale et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion restent inadéquates dans une perspective de bienfaisance plutôt que d'investissement social et de développement humain.
- La discussion sur l'introduction du revenu minimum garanti est encore au point mort.

Le welfare italien entre persistance et changements

La dépense sociale



90% prestations monétaires (means tested et insuffisantes); 10% destinées à des services sociaux d'accompagnement et domiciliarité

taux élevés d'abandon (18%) et faible niveau de scolarisation dans le supérieur	entre 2008 et 2011 réduction à travers des coupes linéaires continues dans Education, Formation, Université et Recherche
taux élevés d'emploi atypique, en particulier pour les jeunes pris au piège de la précarité de l'emploi).	Absence de filet de sécurité pour le travail atypique
augmentation de la pauvreté parmi la classe moyenne et paupérisation et marginalisation des pauvres	Absence de politique nationale contre la pauvreté (social card de 40 € pour soutenir le coût de la vie dans les dépenses alimentaires)
augmentation du taux de vieillissement et réduction du taux de natalité	désinvestissement dans le soutien à l'autosuffisance
faibles taux d'emploi des femmes et faible taux de fécondité	mesures fragiles de conciliation et de services de soins aux enfants
Différenciation territoriale grave	Aucune péréquation nationale en termes de ressources et de services

Financements nationaux des politiques sociales* (2008-2012)

	2008	2009	2010	2011	2012
Fondo nazionale politiche sociali	656	518	374	274	70
Variation (année précédente)	-	-37,2%	-25,4%	-37,1%	-74,6%
Variation (2008)	-	-37,2%	-53,2%	-70,5%	-92,5%



*Mln di euro

La dualisation territoriale dans l'accès aux droits sociaux (Istat 2013)

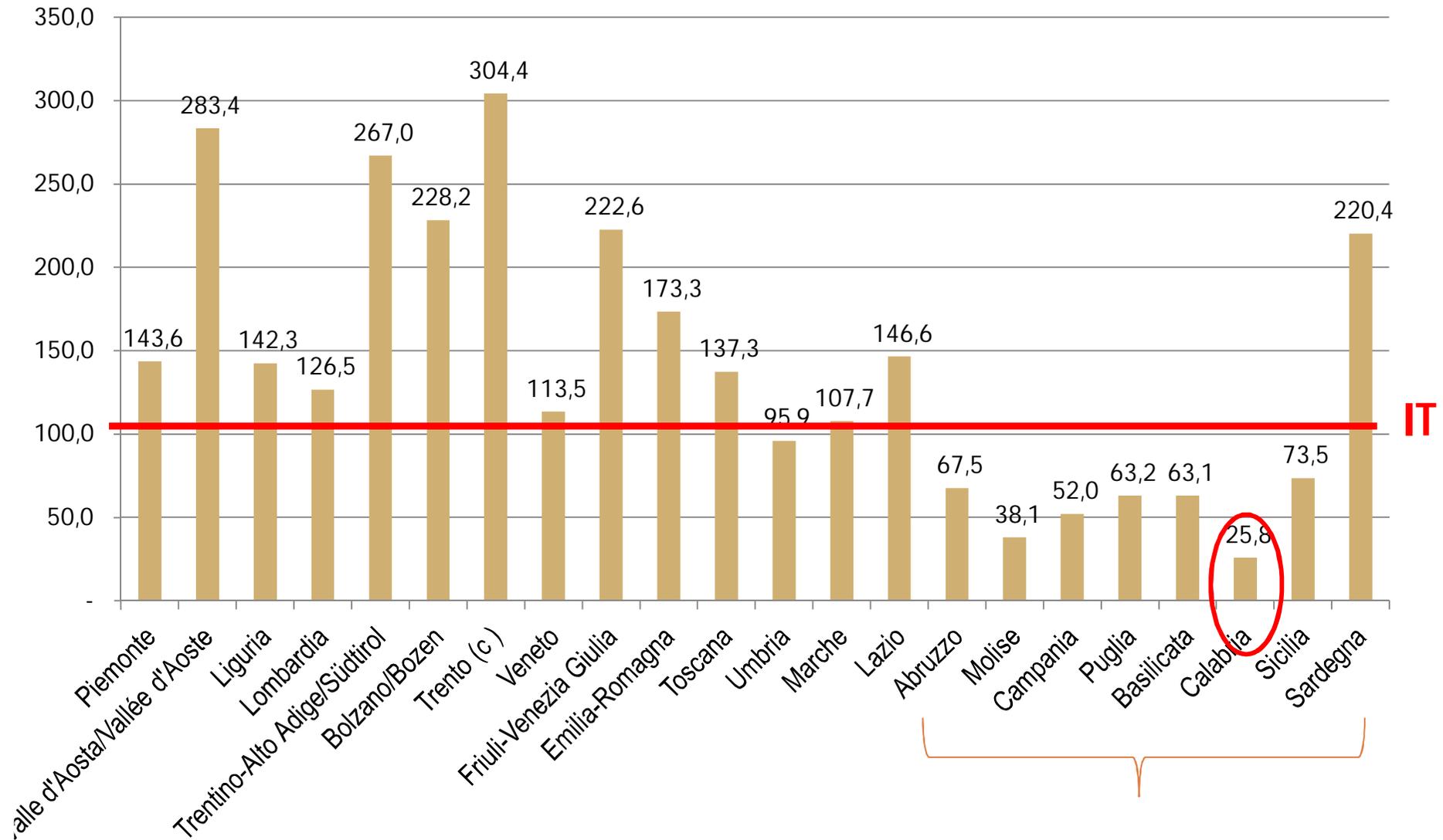
- La réduction des financements nationaux aux régions qui, après la loi de réforme constitutionnelle de 2001, ont une compétence exclusive dans le domaine de l'aide sociale
- l'absence de coordination nationale (l'absence de définition des niveaux minimum d'intervention de protection et l'absence de péréquation des ressources financières de la part de l'État en direction de région pauvres)
- ➔ Explosion des inégalités qui existaient déjà. En plus, le retard structurel du Sud affecte clairement l'impact de la crise.

La dualisation territoriale dans l'accès aux droits sociaux (Istat 2013)

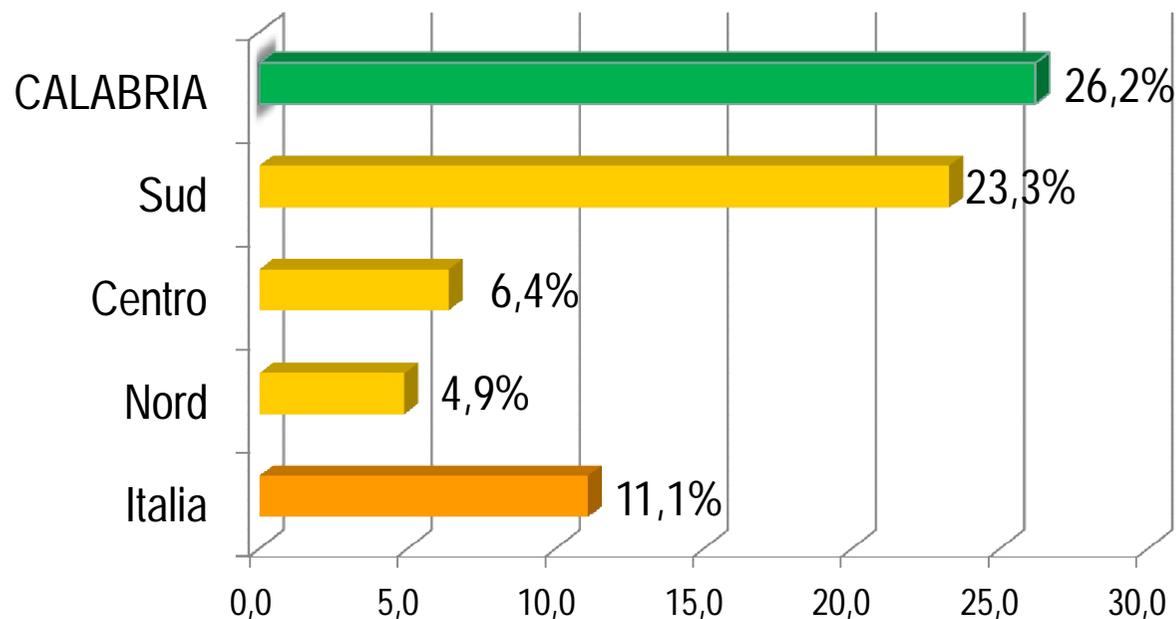


- L'Italie est le pays européen avec des grandes inégalités internes et ce, par rapport à de nombreux indicateurs socio-économique.
- Par contre, il n'existe pas une capacité de redistribution territoriale du système d'aide sociale qui est tout aussi inégal

La dualisation territoriale dans l'accès aux droits sociaux (Istat 2013)



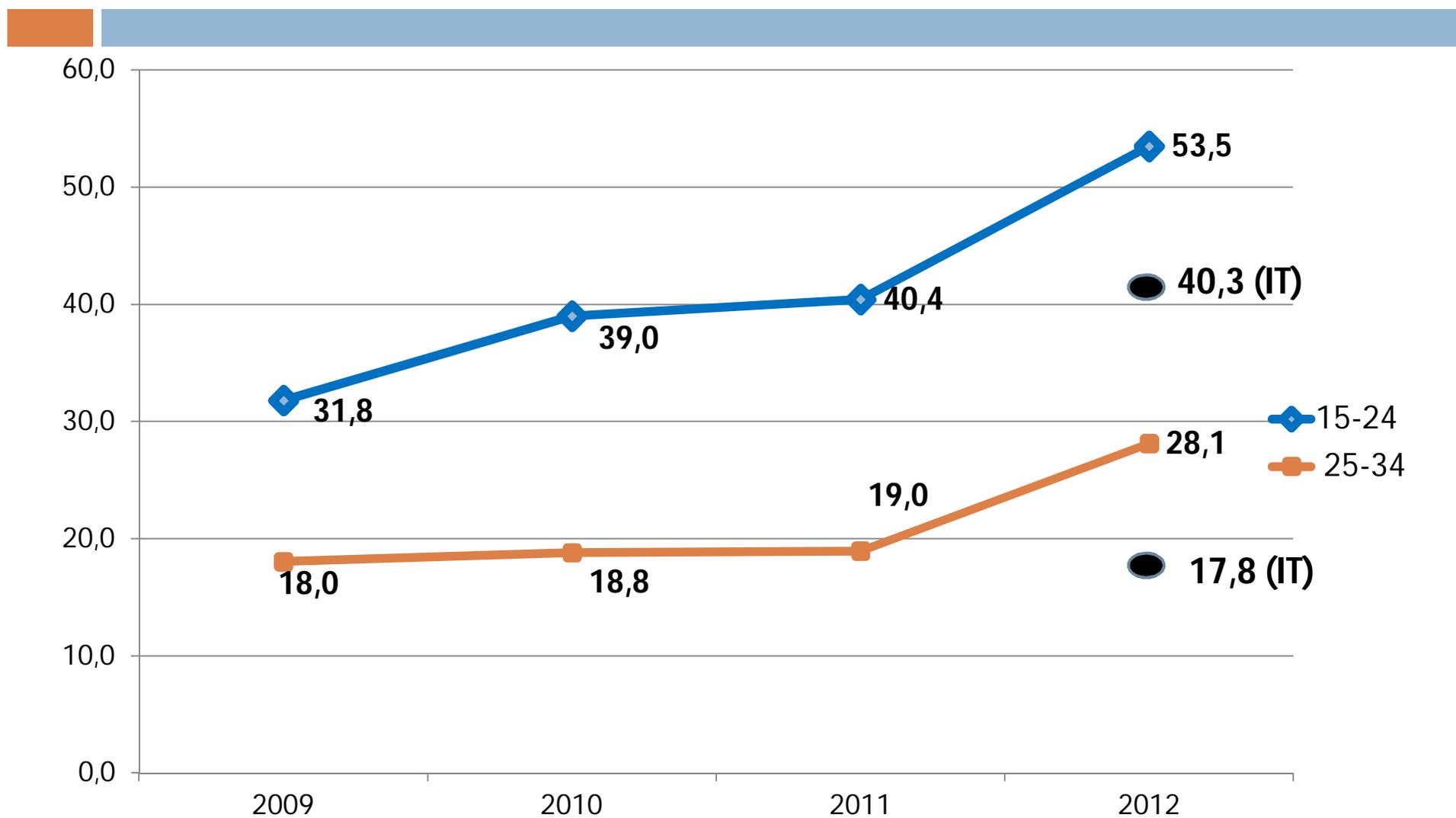
Pauvreté relative et incidence de pauvreté relative (Istat, 2013)



Seuil de pauvreté relative
per une famille de deux
personne euro 1 011.03

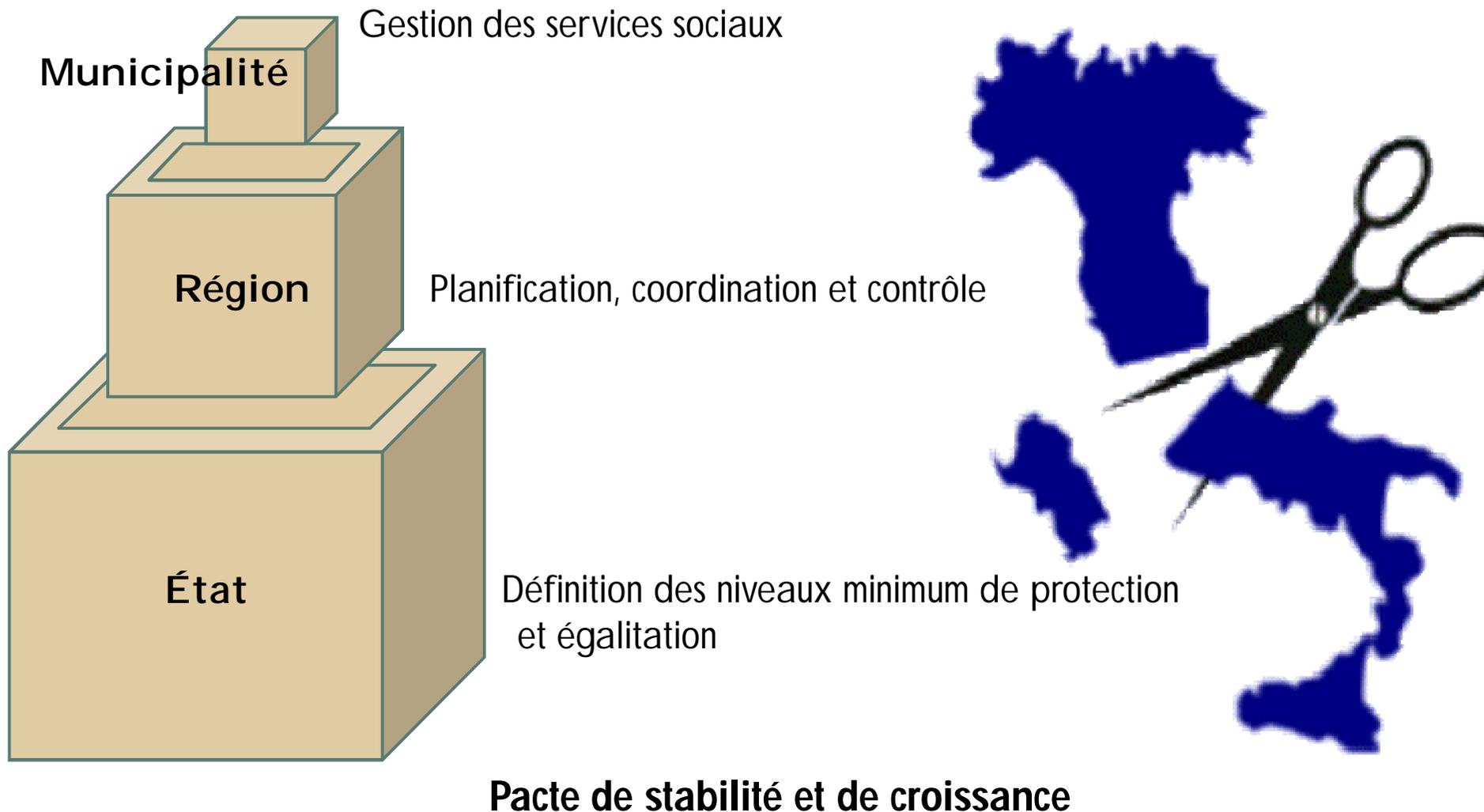
	sud	IT
5 o più componenti	45,2	28,5
Con 3 o più figli minori	50,6	27,8
Con almeno un anziano	24,0	12,2

Taux de chômage de jeunes en Calabre (Istat, 2013)



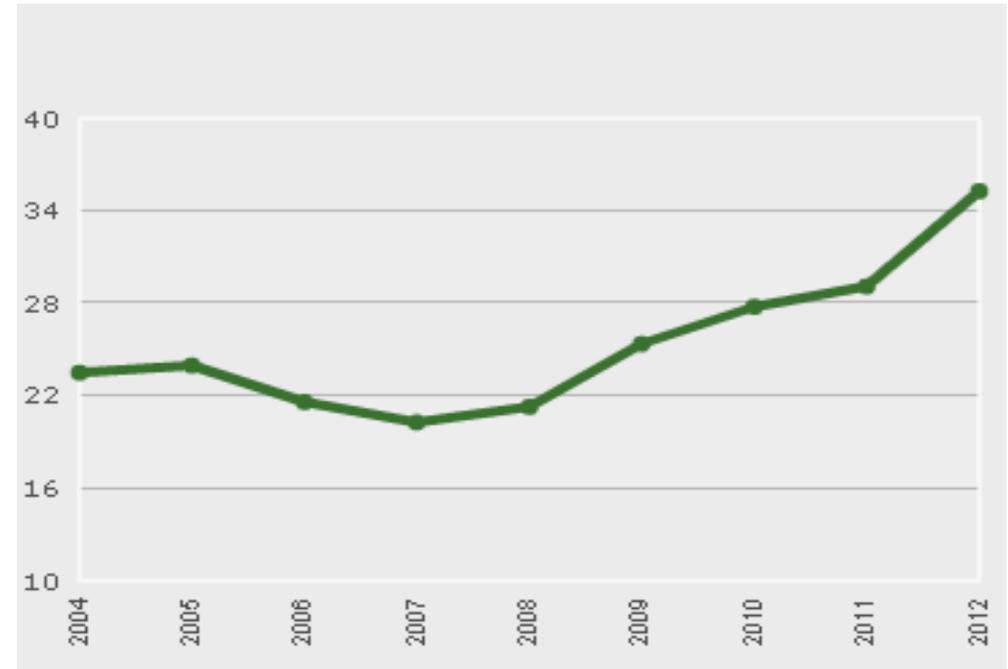
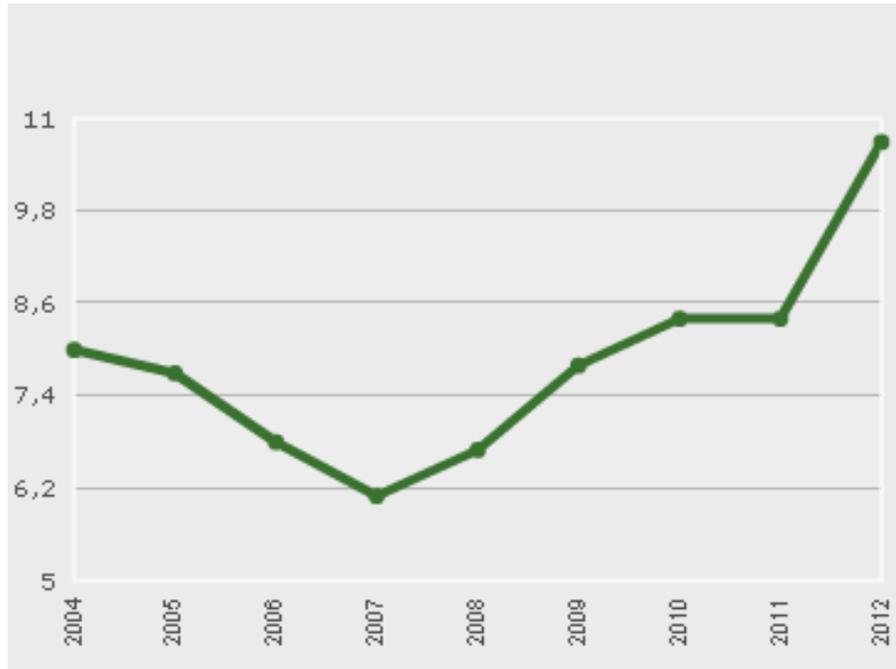
Le welfare territorialisé

(loi de reforme 328/2000 e loi de reforme constitutionel 3/2001)



taux de chômage

taux de chômage des jeunes



Source: Istat, 2013

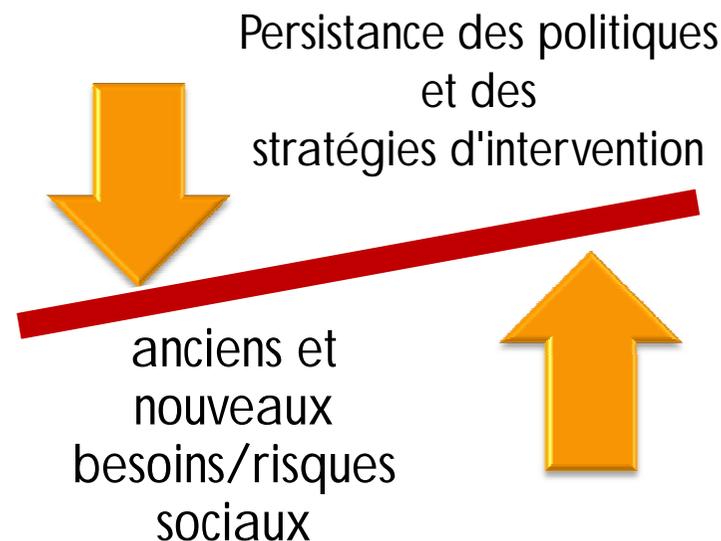
Flagship Eu 2020: quelle est la croissance inclusive?

	IT	IT target	Eu 27	Eu 2020
Taux d'emploi pour la tranche d'âge 20-64 ans	61%	67%	68,5%	75%
Dépense intérieure brute de R&D	1,27%	1,53%	2,07%	3%
Jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation (%18-24)	17,6%	15%	12,8%	10
Niveau de scolarité supérieur par sexe pour la tranche d'âge 30-34 ans(% 30-34)	21,7%	26%	35,8%	40%

Source: Eurostat 2012

	Italia	Eu 27
Personnes à risque de pauvreté ou d'exclusion sociale	30,4%	24,9%
Personnes en situation de privation matérielle sévère	14,5 %	10,2%

Pacte de stabilité et de croissance Equilibre du budget dans la Const.



En résumé...

- La crise et les mesures d'austerité ont radicalisé des tendances à long terme déjà en place depuis des décennies (Ascoli e Pavolini 2012).
 - Le chemin suivi par l'Italie est celui du «retrinchement» du redimensionnement du rôle de l'Etat. Il ne s'agit pas de remodelage.
 - La réduction des dépenses dans la protection sociale sans aucune forme substantielle de "recalibrage " a exacerbé les besoins et les risques sociaux dans un scénario de "persistance du welfare" (Ranci 2011)
- ➔ un système de protection sociale qui reste désynchronisé

Vers quoi nous dirigeons-nous?

- «Deuxième Welfare» → un mélange d'interventions de protection sociale assuré par un large éventail d'acteurs économiques et sociaux privés (entreprises, assurance privée, fondations, banques, sujets de la philanthropie, secteur tertiaire).
 - Depuis 2010, il y a eu des incitations fiscales pour les entreprises pour l'introduction de mesures de conciliation destinées à leurs employés (Maino 2012).
 - La stimulation du «Deuxième Welfare» se produit dans un contexte de rétrécissement de l'Etat dans la protection sociale, donc il y a un risque «d'encastrement» déformé et opportuniste entre le premier et le deuxième welfare (Pavolini, Ascoli 2012)
- d'ultérieures distorsions distributives et d'ultérieures fragmentations entre insiders et outsiders dans le marché du travail, parmi les territoires sont possibles

Vers quoi nous dirigeons-nous?

La montée du populisme, de l'antieuropéisme, le succès du Mouvement 5 étoiles aux dernière élections mais aussi...



La reprise des instances sociales qui ne peuvent être étiquetés simplement comme des « mouvements anti austérité, mais qui reprennent des questions plus larges, vieilles et nouvelles, qui la crise a relancé.